

“La voie tunisienne  
vers le socialisme”

Réponse au révisionniste Harmel

françois maspero

Perspectives tunisiennes N° 6

A propos  
d'une "voie tunisienne  
vers le socialisme"

Réponse au révisionniste Harmel

GROUPE D'ÉTUDES  
ET D'ACTION SOCIALISTE TUNISIEN

FRANÇOIS MASPERO

1, place Paul-Painlevé - 5<sup>e</sup>

PARIS

1970

## Avant-propos

Cette publication complète la précédente sur *Les problèmes agraires de la Tunisie actuelle*. Elle constitue notre réfutation des thèses des révisionnistes tunisiens et du révisionnisme en tant que courant politique au sein de la classe ouvrière.

Si nous revenons à l'expérience des « coopératives » pour la dénoncer encore, c'est pour refuter les pseudo-arguments de « nos » révisionnistes, derniers défenseurs zélés de cette expérience rejetée par les masses.

Les derniers développements de la politique du Destour et l'attitude des révisionnistes tunisiens à son égard, n'altèrent en rien la justesse de cette analyse ; leur conception de l'Etat et leur théorie sur « le passage pacifique au socialisme » qui n'ont guère changé, en font l'opportunité et l'actualité.

## Le révisionniste Harmel et la "voie tunisienne vers le socialisme"

Depuis le début de l'année 1969, les révisionnistes tunisiens entonnent un chant de gloire en l'honneur du gouvernement qui, par ses « réformes progressistes », tendant à la généralisation des coopératives, va — peut-être — franchir une « étape irréversible dans la voie du développement non-capitaliste ».

Jusqu'ici les révisionnistes se faisaient passer pour des opposants au régime.

Aujourd'hui ils se déclarent ouvertement à ses côtés, même dans la répression des masses qui sont selon eux « manœuvrées par la droite réactionnaire ».

Si cette position est spectaculaire, elle n'en constitue pas pour autant un changement réel dans l'attitude des révisionnistes tunisiens. Toute leur politique de « soutien critique » va dans ce sens, et les rares textes où ils théorisent leurs positions le démontrent amplement.

Le fondement de leur trahison à l'égard du combat révolutionnaire contre la bourgeoisie se trouve dans leur conception de l'Etat tunisien et des voies de passage au socialisme, et a été exprimée en de nombreux endroits<sup>1</sup>.

Si nous choisissons de répondre aujourd'hui sur ce point — et sur ce point seulement — à « La voie tunisienne entre le mythe et la réalité » que le révisionniste Harmel a publié en septembre 1963 dans le n° 9 de la revue *Al Wajd*, et qui a été plus tard diffusé en brochure, c'est que ce texte constitue l'exposé le plus récent et théoriquement le plus poussé de la conception des révisionnistes tunisiens.

On nous a reproché de consacrer trop de temps à la dénonciation des révisionnistes et ainsi de diviser les forces qui peuvent s'opposer au régime.

Ce reproche montre chez ceux qui le font une incompréhension de la situation à plusieurs points de vue :

— Les révisionnistes ne s'opposent pas réellement au régime ; il est de plus en plus clair au contraire qu'ils le soutiennent ;

— en présentant leur politique de collaboration de classes sous un habit marxiste, ils risquent de tromper, à tout le

1. Voir « La théorie du contenu de l'Etat des révisionnistes tunisiens » : 1<sup>re</sup> partie in *Perspectives*, n° 22, janvier 1970.

inoins de jeter ne fût-ce de loin la confusion parmi les ouvriers et les intellectuels révolutionnaires tunisiens ;

— il est donc fondamental que les marxistes montrent de façon probante le caractère mystificateur de ces révisionnistes et, en premier lieu leur trahison et leur abandon du marxisme ;

— ce travail de dénonciation des déviations du marxisme est indispensable pour éduquer l'avant-garde du mouvement ouvrier et la préserver de nouvelles erreurs ;

-- renoncer à la lutte idéologique sous prétexte de mener des luttes communes contre le régime reviendrait à instaurer la confusion et l'absence de principes en une pratique permanente. Or pour de véritables marxistes, la clarification idéologique et politique passe avant tout le reste.

Quant à la lutte contre le régime, nous la menons constamment. Mais il faut bien préciser qu'il s'agit non pas de n'importe quelle lutte, mais d'une lutte à caractère prolétarien. Cette lutte n'exclut pas, au contraire, des alliances limitées pour des objectifs précis avec des forces non prolétariennes, par exemple un front avec des intellectuels petit bourgeois, pour essayer d'arracher des réformes démocratiques. Mais nous n'admettons ce genre d'alliance qu'à la condition de pouvoir clairement expliquer ce que sont les alliés et quelles sont leurs limites. Et s'ils se présentent ne tant que révolutionnaires prolétariens alors qu'ils ne le sont pas, nous les combattons sans merci.

Par contre s'ils mènent sincèrement le combat limité qui est à la base de l'alliance ce n'est pas notre effort de clarification qui peut être un obstacle.

En ce qui concerne les révisionnistes, il faut bien dire que ce que nous dénonçons chez eux, ce ne sont pas seulement des théories erronées, ce sont surtout les conséquences pratiques de ces théories, leur politique de trahison de la classe ouvrière. Qu'ils prennent prétexte de nos « attaques » pour refuser de combattre le régime ne saurait tromper personne ; en fait leur politique est de le soutenir et n'importe quel prétexte est le bienvenu.

## **LES DEFORMATIONS OPPORTUNISTES DES THESES MARXISTES SUR L'ETAT**

L'opportunisme, dont le révisionnisme ancien ou moderne n'est qu'une variété théorisée et systématisée repose toujours sur la déformation ou l'escamotage des thèses marxistes sur l'Etat et sur ses relations avec les antagonismes de classes. L'article du révisionniste Harmel montre une fois de plus cette vérité.

Les thèses marxistes-léninistes sur l'Etat peuvent se résumer ainsi :

1) L'Etat est le produit et l'indice de contradictions de classe inconciliables<sup>2</sup>.

2) L'Etat est un organisme de *domination de classe* aux mains de la classe la plus puissante<sup>3</sup>.

3) L'affranchissement de la classe opprimée est impossible sans une révolution violente et sans la suppression de l'appareil de pouvoir d'Etat de la classe dominante<sup>4</sup>.

Lénine décrit deux types de déformation du marxisme sur la question de l'Etat :

— L'une consiste à nier le caractère *inconciliable* des contradictions de classe et conséquemment la nature d'instrument de *domination* de l'Etat dont on fait alors un organe de *conciliation des classes*.

— L'autre, à laquelle Kautsky a attaché son nom, ne conteste ni que l'Etat soit un organe de domination de classes, ni que les contradictions de classes sont inconciliables mais refuse d'en tirer la conclusion, à savoir la nécessité de la révolution et de la destruction de l'appareil d'Etat de la classe dominante.

Les révisionnistes modernes qui ne peuvent faire que Lénine n'ait pas existé, ni que « l'Etat et la révolution » n'ait pas été écrit, qui ne peuvent renier formellement Lénine (pas plus que les anciens révisionnistes n'ont renié formellement Marx) sont obligés de reconnaître en paroles comme le fait Harmel que « les classes sociales sont une réalité objective ainsi que leurs contradictions (et que) la cohésion des classes est un mythe qui ne résiste guère aux réalités quotidiennes<sup>5</sup> ».

Harmel reproche encore au Destour de « tenter (1) vainement de concilier, dans le cadre du parti unique les intérêts des couches exploiteuses et ceux des masses populaires<sup>6</sup> ».

Nos révisionnistes reconnaîtraient donc en paroles la lutte

2. « L'Etat est le produit et la manifestation de ce fait que les contradictions de classes sont *inconciliables*. L'Etat surgit là, au moment et dans la mesure où, objectivement les contradictions de classe, ne peuvent être conciliées. Et inversement, l'existence de l'Etat prouve que les contradictions de classes sont inconciliables. » LÉNINE, *L'Etat et la révolution (Œuvres choisies, tome 2, p. 335)*.

3. « Comme l'Etat est né du besoin de réfréner les oppositions de classes, mais comme il est né, en même temps au milieu du conflit de ces classes, il est en règle générale l'Etat de la classe la plus puissante, de celle qui domine au point de vue économique, et qui, grâce à lui, devient aussi politiquement dominante et acquiert ainsi de nombreux moyens pour mater et exploiter la classe opprimée. » Engels : l'origine de la famille...

4. « L'affranchissement de la classe opprimée est impossible, non seulement sans une révolution violente, mais aussi sans la suppression de l'appareil du pouvoir d'Etat qui a été créé par la classe dominante... » LÉNINE, *ibid.*, p. 336.

5. HARMEL : « La voie tunisienne entre le mythe et la réalité. »

6. *Ibid.*

des classes et l'irréconciliabilité de leurs antagonismes mais ils s'arrêtent là !

Au seuil de ce qui est essentiel dans le marxisme : c'est-à-dire la révolution et la dictature du prolétariat<sup>7</sup>.

Pour cela ils rompent le lien qui unit les thèses sur l'Etat aux thèses sur les contradictions de classes, et tout en reconnaissant ces dernières ils passent sous silence le fait que l'Etat est nécessairement un organe de domination et d'exploitation aux mains d'une classe, non de n'importe quelle classe mais de la classe la plus puissante, de la classe économiquement dominante.

Cette déformation du marxisme consiste, pour les révisionnistes des pays qu'ils appellent tiers monde, c'est-à-dire des pays capitalistes néo-coloniaux, à faire de l'Etat quelque chose de socialement indéterminé et cela au moyen de cette nouvelle panacée, la petite bourgeoisie !

Le raisonnement est le suivant : l'Etat est aux mains de la petite-bourgeoisie et comme celle-ci n'est pas la classe dominante, la classe exploiteuse, l'Etat n'est donc plus nécessairement un instrument de domination et d'exploitation, il n'est donc pas nécessaire de le détruire, mais seulement de le transformer.

## QU'EST-CE QUI DETERMINE LE CARACTERE DE L'ETAT ?

Quelle est la classe actuellement au pouvoir en Tunisie ?

Harmel ne pose ni ne résoud de manière explicite cette question, dont pour un marxiste dépend tout le reste. Il n'y répond qu'indirectement et comme d'une chose évidente, seulement lorsqu'il traite de l'idéologie de la classe au pouvoir. C'est, dit-il, « une petite bourgeoisie parvenue au pouvoir à la faveur de la lutte nationale et de la chute du système colonial »<sup>8</sup>.

Harmel confond ici l'origine sociale du personnel politique avec la classe qui domine l'Etat, qui forme la base sociale du pouvoir. Il confond en outre, la classe qui a porté le personnel politique au pouvoir avec celle qui l'y maintient et qu'il sert actuellement.

Certes, l'origine sociale du personnel politique, la nature de la classe qui l'a porté au pouvoir sont importantes du point de vue historique pour étudier la genèse du régime actuel ; à

7. « Limiter le marxisme à la doctrine de la lutte des classes, c'est le tronquer, le déformer, le réduire à ce qui est acceptable pour la bourgeoisie. Celui-là seul est un marxiste qui étend la reconnaissance de la lutte des classes jusqu'à la reconnaissance de la dictature du prolétariat. C'est ce qui distingue foncièrement le marxiste du vulgaire petit (et aussi du grand) bourgeois.

C'est avec cette pierre de touche qu'il faut éprouver la compréhension et la reconnaissance effective du marxisme. » LÉNINE, *Ibid.*

8. HARMEL : « la voie Tunisienne... »

partir de quelles données il s'est développé et a évolué pour devenir ce qu'il est actuellement, et pour comprendre la manière originale dont s'est produit ce développement et les contradictions héritées de ce passé.

Mais cela ne peut suffire à caractériser le régime.

La révolution française a recruté ses troupes en majorité parmi le prolétariat et la petite bourgeoisie et ses chefs en majorité parmi la petite et moyenne bourgeoisie; pourtant elle n'a donné naissance ni à un Etat prolétarien, ni à un Etat petit-bourgeois, mais à l'Etat bourgeois par excellence. Napoléon III a été élevé au pouvoir par la paysannerie, mais l'Etat Bonapartiste fut l'Etat de la bourgeoisie et non celui de la paysannerie. L'Etat ne peut donc pas être caractérisé seulement par les forces sociales qui ont contribué à le faire mais par les rapports sociaux et les rapports de production sur lesquels il s'élève et qu'il contribue à maintenir.

Du point de vue théorique, on ne peut concevoir qu'un Etat petit-bourgeois puisse se maintenir en conservant son caractère petit-bourgeois dans un pays où dominent des rapports de production capitaliste. En effet, le développement normal du mode de production amène inévitablement la désagrégation de la petite bourgeoisie en élevant une fraction qui rejoint la bourgeoisie et en ruinant la majorité, et donc à renforcer les deux pôles de la société, la bourgeoisie et le prolétariat, aux dépens des classes intermédiaires, c'est-à-dire de la petite bourgeoisie.

Dans ce cas le maintien de la puissance politique de la petite bourgeoisie malgré son dépérissement économique est inconcevable pendant une longue période. Le soutenir serait non seulement aller contre le cœur même de la théorie sociologique marxiste de la correspondance des superstructures politiques à la base économique et sociale, mais également contre la réalité de l'évolution en Tunisie.

Dans une telle société où le mode de production capitaliste est non seulement le mode dominant mais où il se développe de plus en plus comme nous le verrons<sup>9</sup>, une fraction petite bourgeoise, si elle arrive au pouvoir à la suite de circonstances historiques particulières, ne peut s'y maintenir qu'en s'intégrant à la bourgeoisie, la classe socialement et économiquement la plus puissante, et en rompant les liens avec sa classe d'origine. Car l'Etat n'est pas l'organe de domination d'une classe quelconque, mais « l'Etat de la classe la plus puissante, celle qui domine au point de vue économique »<sup>10</sup>.

9. Disons pour le bénéfice de ceux qui, comprenant le capitalisme au sens vulgaire, nient le développement de ce capitalisme en Tunisie, qu'il n'est pas caractérisé par le grand capital, ni par les grosses industries, mais par l'économie de marché plus le salariat. De là, par un développement normal (concurrence... plus aussi des mesures politiques) sort tout le reste: concentration d'un côté, séparation du travailleur de ses instruments de production de l'autre, bourgeoisie d'un côté, prolétariat de l'autre.

10. ENGELS, *Les Origines de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*.



## DU MOUVEMENT DE LIBERATION NATIONALE A L'ETAT TUNISIEN

Le personnel politique actuellement à la tête de l'Etat est en majorité d'origine petite bourgeoise. Il a été porté au pouvoir par le mouvement de libération nationale comprenant la petite bourgeoisie, la classe ouvrière et la bourgeoisie nationale.

La petite bourgeoisie a en effet été à la tête de ce mouvement de libération nationale. Pourquoi ?

Parce que explique Harmel, « elle était parvenue à tirer profit des contradictions du colonialisme français et des circonstances favorables ».

Voilà une explication qui n'explique rien : « les contradictions du colonialisme français » expliquent seulement le succès du mouvement de libération nationale, elles n'expliquent pas pourquoi c'est la petite bourgeoisie qui a pris la direction de ce mouvement. Quant aux « circonstances favorables » dont Harmel ne souffle mot, ce sont : d'une part, le fait que ni la bourgeoisie citadine, fermée dans son développement par la concurrence d'une bourgeoisie étrangère financièrement, culturellement et politiquement beaucoup mieux armée, ni la bourgeoisie rurale et la féodalité liées au système colonial et ayant toutes deux des rapports antagoniques avec la masse des petits paysans et des prolétaires, ne pouvaient prétendre, quand même elles l'auraient voulu, à assurer cette direction ; d'autre part, la faillite précisément du parti qui prétendait à être celui du prolétariat, le Parti Communiste Tunisien, à unir et organiser le prolétariat et les masses sur une base de classe, à combattre l'influence petite bourgeoise, en particulier l'idéologie nationaliste, en leur sein, et à prendre la tête du mouvement de libération nationale, toutes choses qui auraient exigé que le P.C.T. posât et résolût en termes marxistes la question nationale, au lieu de danser sur les violons désaccordés des sociaux chauvins du P.C.F., avant de se convertir à la musique moderne du révisionnisme Krouchtévien.

Ce furent ces deux facteurs qui permirent à la petite bourgeoisie de prendre la tête du mouvement de libération nationale, parce que d'une part elle était ruinée par le développement du capitalisme qu'elle imputait au système colonial et d'autre part, « classe intermédiaire au sein de laquelle s'émeussent les intérêts des deux classes opposées »<sup>11</sup> elle pouvait plus facilement faire accepter son leadership par l'une et par l'autre.

C'est donc une équipe petite bourgeoise qui, au lendemain de l'indépendance arrive au pouvoir. Le marxisme a établi théoriquement que la *classe petite bourgeoise n'a pas une politique qui lui soit propre*. C'est, en effet, une classe qui, par sa place dans le processus de production, recèle des tendances contradictoires. Dans un régime capitaliste, le petit bourgeois est condamné, en tant que petit producteur, s'il ne s'élève au rang de la bourgeoisie, à tomber à celui de prolétaire. D'où dans cette classe deux tendances : en tant que classe de petits producteurs, ses tendances la porte *collectivement* à chercher à maintenir les

11. MARX : *Le 18 brumaire...*

conditions de son existence, c'est-à-dire la production marchande, mais sans les inconvénients du marché. Elle s'oppose donc au processus normal de développement capitaliste qui, par la concurrence ruine les petits producteurs, amène la concentration des moyens de production entre les mains d'une minorité, et la ruine de la majorité.

Collectivement, elle est donc *pour* le maintien des rapports de production capitaliste mais *contre* le logique du capitalisme, c'est-à-dire que son existence en tant que *petite bourgeoisie* repose sur deux exigences contradictoires. Il n'y a donc pas de salut collectif pour elle en tant que classe.

Le petit bourgeois ne peut survivre économiquement qu'en cessant d'être petit bourgeois. C'est pourquoi, individuellement le petit bourgeois est porté vers la bourgeoisie, à laquelle il rêve de s'intégrer<sup>12</sup>.

## LA POLITIQUE DU REGIME VISE A LA PROMOTION DU CAPITALISME

### 1) La désagrégation de la petite bourgeoisie

Si le pouvoir était petit bourgeois au sens réel, c'est-à-dire si l'Etat était aux mains et au service de l'ensemble de la classe petite bourgeoisie, sa politique aurait consisté à lutter contre le développement du capitalisme, contre la concentration, contre tout le processus capitaliste qui élimine par la concurrence les petits producteurs : petits et moyens paysans, boutiquiers, artisans, petits transporteurs, petits patrons de manière générale.

Or la politique suivie par ce pouvoir soi-disant petit bourgeois est juste à l'opposé : concentration à outrance, élimination accélérée des petits producteurs, c'est-à-dire une politique bourgeoise par excellence. Nous ne parlons pas seulement de la période « d'économie libérale » de 1956 à 1961 mais aussi et surtout de celle de la politique de planification et des interventions actives de l'Etat depuis 1969, celle justement dans laquelle Harmel voit une politique anti-capitaliste.

A quoi toute la politique de l'Etat a-t-elle tendu, depuis 1961, sinon à accélérer, par son intervention active, par des mesures politiques et policières, le développement et la concentration capitaliste qui ne se faisaient pas assez rapidement par les seuls processus économiques ?

12. « L'oscillation du petit-bourgeois entre la bourgeoisie contre-révolutionnaire et le prolétariat révolutionnaire est aussi inévitable, que l'est dans toute société capitaliste, le fait qu'une infime minorité des petits producteurs, s'enrichissent « font leur chemin », se transforment en bourgeois, tandis que l'immense majorité se ruine tout à fait et deviennent des ouvriers salariés qui se paupérisent ou bien vivent éternellement à la limite de la condition de prolétaires » LÉNTINE, *Le Développement du capitalisme en Russie*, introduction (2<sup>e</sup> éd., p. 11).

Réforme agraire, réforme commerciale, réforme industrielle (annoncée par Bourguiba dans un discours fait à Sfax le 1<sup>er</sup> décembre 1968) et toutes placées sous le signe du « regroupement » des entreprises ou des exploitations de concentration capitaliste, se caractérisant avant tout comme des mesures vigoureuses éliminant et prolétarisant impitoyablement les petits producteurs et les petits commerçants, c'est-à-dire les petits bourgeois ou à les faire entrer dans la sphère d'exploitation capitaliste, comme dans l'exemple de la « réforme agraire ».

La petite propriété paysanne ne permettait pas une exploitation poussée, ni par le marché (économie où dominait l'auto-consommation) ni par les impôts et l'épargne forcée à cause de la modicité des revenus monétaires et surtout de l'impossibilité de les contrôler. Son intégration dans les coopératives permet, sans modification de la structure de la propriété, de la faire entrer dans la sphère d'exploitation capitaliste et de la soumettre au contrôle direct de la bureaucratie qui pourra prélever sur les coopératives l'épargne forcée qu'elle ne pouvait prélever sur le paysan parcellaire faute de moyen de recensement et de contrôle.

Le III<sup>e</sup> plan mis en application cette année est caractérisé officiellement « plan de concentration ». Cela montre que ce mouvement continuera. Prétendait-on alors, que la classe petite bourgeoise, puisqu'elle serait au pouvoir, travaille de manière aussi intensive et systématique à se détruire elle-même ?

Prétendrait-on même que la fraction « petite bourgeoise » au pouvoir travaillerait à détruire sa propre base sociale ? Il suffit de voir ce que deviennent de nombreuses catégories, en fait la majorité, des classes moyennes, et leur attitude face à cette politique du pouvoir pour être fixé : la petite bourgeoisie comprend mieux que Harmel qu'elle signifie sa mort rapide.

Les « révoltes » paysannes de Msaken en 1965 et 1969, celles de Ouardenine, Saouaf, du Cap Bon, de Ras Djebel, puis l'embrasement de tout le Sahel en 1969, celle des commerçants du textile à Sousse en 1968 sont autant de tentatives des classes moyennes pour s'opposer à une politique qui vise à accélérer leur élimination.

Et on vient nous dire que le pouvoir qui prend ces mesures est le représentant de la petite bourgeoisie !

Tout ce qui précède montre, au contraire que le personnel petit bourgeois qui a été porté à la tête de l'Etat par le mouvement de libération nationale ne fait pas la politique de sa classe d'origine, mais celle de la bourgeoisie.

Les éléments de la petite bourgeoisie formée par les couches les plus dynamiques et par les représentants intellectuels de cette classe, s'étant trouvé portés au pouvoir en ont, comme cela est normal chez des petits bourgeois, profité pour échapper à leur classe et se hisser au rang des bourgeois. Ces deux fractions petites bourgeoises ont utilisé le pouvoir d'Etat pour se créer une base économique, la première en héritant grâce à des crédits d'Etat largement distribués et par des mesures politiques (tunisification des entreprises), de presque toutes les entreprises étrangères de petite et moyenne importance, la seconde en créant un secteur d'Etat qui a hérité des entreprises coloniales les plus importantes et qui s'est enrichi par la création d'entreprises nouvelles et par la mise en coupe des

petits producteurs dans les offices, des coopératives<sup>13</sup>, etc., secteur d'Etat géré par cette seconde catégorie petite bourgeoise qui s'est transformée ainsi en bourgeoisie bureaucratique d'Etat.

Nous parlerons plus loin du caractère soit disant « non capitaliste » de ce secteur d'Etat. Bornons-nous ici à constater que quelque soit le caractère qu'on lui attribue, ce secteur n'est pas créé et maintenu par le régime « dans un esprit anti-capitaliste, mais parce que (le gouvernement) reconnaît que cela constitue une exigence économique impérieuse et urgente » comme le reconnaît Harmel. En fait la création du secteur d'Etat a été le mode spécifique de création d'une base économique pour la fraction petite bourgeoise parvenue au pouvoir et son mode d'intégration à la bourgeoisie avec qui elle s'associe dans les sociétés mixtes à participation étatique (B.N.A., S.T.B., Bouniane, S.T.I.L., S.H.T.T., Sociétés minières, etc.).

Partout le nouveau bourgeois, le bureaucrate se taille une part des profits, sous forme de postes de direction, de sièges dans les conseils d'administration, en tant que représentant de l'Etat et en contre partie, fait la politique de ceux qui le nourrissent, c'est-à-dire des capitalistes privés.

## 2) L'Etat sert les intérêts de la bourgeoisie du secteur privé

Certes, le développement du secteur d'Etat peut conduire à des contradictions entre bourgeoisie bureaucratique et bourgeoisie du secteur privé dans la mesure où il empiète sur des domaines rentables pour le capitalisme privé. Il n'en reste pas moins que ces contradictions sont minimes, comparée d'une part à celle qui oppose la bourgeoisie en général aux petits producteurs et au prolétariat, et d'autre part aux avantages que le capital privé tire de l'intervention de l'Etat.

En effet :

a) La part du gâteau que se taille la bureaucratie aux dépens du capital privé est largement compensée par l'accélération de la concentration capitaliste qui se fait au profit de ce même capital privé et ce par l'intervention directe du pouvoir d'Etat qui lui permet ainsi de se tailler une part beaucoup plus grande aux dépens des petits producteurs. Finalement la bourgeoisie du privé trouve largement son compte à cette politique interventionniste.

L'exemple de la réforme commerciale le montre très bien : ce que les gros commerçants perdent en impôts (auxquels ils pouvaient auparavant se soustraire par défaut de comptabilité et donc de possibilité de contrôle sérieux du chiffre d'affaire) en places accordées à des bureaucrates dans de nouvelles structures, en commissions payées à l'Office du commerce, lorsqu'il leur est imposé comme intermédiaire obligatoire, ils le récu-

<sup>13</sup> L'office de l'Artisanat et l'Office de la pêche sont des entreprises typiques d'exploitation de petits producteurs anciennement indépendants.

pèrent au décuple par l'élimination des petits commerçants due à la « réforme » ; les gros commerçants de détail, par exemple, transformés en « unités commerciales » font des affaires d'or depuis cette « réforme » : là où il y avait 5 à 10 magasins, il n'y en a plus qu'un seul<sup>14</sup>.

C'est ainsi que les circuits de distribution ont été « assainis » non au profit des travailleurs de ce secteur ou des consommateurs, mais assainis des petits commerçants qui les « encombraient », au profit des grands.

b) La bourgeoisie gagne encore à l'intervention de l'Etat ; le soutien que lui apporte la bureaucratie contre le prolétariat par les mesures législatives et policières interdisant le droit de grève, bloquant ou diminuant les salaires<sup>15</sup> en domestiquant les syndicats, en bâillant de manière générale la classe ouvrière, en fermant les yeux sur l'empirement des conditions de travail et sur l'aggravation de l'exploitation par l'allongement de la journée de travail ou le relèvement des normes de production sur la base desquelles est fixé le salaire comme dans les mines de Gafsa.

c) Enfin, elle y gagne encore par la mystification idéologique. L'Etat en se présentant comme celui de « toute la nation », en prêchant « l'union nationale » et la conciliation des classes, en prétendant agir pour « l'intérêt commun », constitue non seulement un appareil de répression mais aussi une machine de propagande qui camoufle l'exploitation capitaliste et assure au capital « la paix sociale ».

Si vraiment la bourgeoisie n'est pas satisfaite d'un tel régime, on ne voit pas de quel régime elle le serait !

D'ailleurs, elle voit tellement les avantages d'une association avec la bourgeoisie bureaucratique d'Etat que c'est d'elle que vient souvent l'initiative d'une telle association<sup>16</sup>.

Il est donc faux de prétendre comme le fait Harmel que la bourgeoisie « estime qu'aujourd'hui cette intervention (de l'Etat) a dépassé les limites admissibles ». Au contraire, on peut dire que la réforme commerciale a réconcilié la bourgeoisie avec Ben Salah en lui montrant que cette intervention s'exerçait en sa faveur et la réforme industrielle qui va être mise en train le

14. Un autre exemple de regroupement qui a abouti en fait à l'élimination des petits au profit des gros est celui des huileries du Sahel. Ici encore, comme dans le commerce la capacité des entreprises existantes excédait les besoins. Le regroupement a consisté essentiellement à éliminer les petits pour insuffisance de capital et par voie de conséquence, à laisser les gros maîtres du marché.

15. Malgré une hausse des prix qui, d'après les statistiques officielles, a dépassé 50 % entre 1956 et 1967, les salaires des ouvriers du secteur d'Etat et des entreprises mixtes n'ont subi qu'une seule augmentation de 10 % en 1966.

16. Ainsi par exemple, c'est sur l'initiative des propriétaires privés de ces entreprises que El Bouniane (anciennement Schwitz et Baizeau) et la compagnie minière Sfax-Gafsa (dont les concessions ferroviaires seules et non les concessions minières, étaient venues à expiration) sont devenues des entreprises mixtes par cession à l'Etat de la moitié des parts.

lui montrera encore plus<sup>17</sup>. C'est au contraire surtout du côté de la petite bourgeoisie que cette politique en faveur de la concentration est combattue, témoins les remous causés dernièrement par l'extension des unités de production à de nouvelles régions.

Harmel ne maintient la fiction d'un Etat petit bourgeois et celle d'une intervention de l'Etat lésant la bourgeoisie qu'en portant le mécontentement de la petite bourgeoisie et son opposition à cette politique au compte de la bourgeoisie, en confondant ceux que la concentration écrase et ceux qu'elle sert.

Il est comique, par exemple, de constater que, pour continuer à prétendre que l'Etat n'est pas bourgeois et qu'il agit contre la bourgeoisie, les révisionnistes emboîtent servilement le pas au Destour en baptisant « gros propriétaires fonciers » les petits et moyens paysans du Sahel, par exemple, qui s'insurgeaient contre la création de coopératives de services et de Caisses de Crédit Mutuel pour lesquelles on les obligeait à casquer tant par olivier, tout en sachant très bien que ce n'est pas à eux qu'elles servent.

Quant aux « gros propriétaires fonciers », ils ont appris à tirer profit de toutes les nouvelles « coopératives », « unités » et autres « machines » créées par le gouvernement et cela en se maintenant à leur tête.

D'ailleurs Harmel, d'une manière générale, ne juge pas la signification d'une politique à la lumière d'une analyse de la nature de classe du pouvoir qui la fait. Non ! La planification, c'est bien !

L'intervention de l'Etat « qui emprunte au moins formellement certains éléments dans le socialisme scientifique », c'est bien !

Donc, la planification et le secteur d'Etat, c'est forcément dirigé contre la bourgeoisie et seuls, les bourgeois peuvent s'y opposer !

Quant aux « masses populaires », si elles sont mécontentes et si les « éléments droitiers du P.S.D. exploitent leur mécontentement » (Harmel ne parle du mécontentement des masses populaires que sous l'angle de leur exploitation par les « droitiers ») ce n'est pas que cette politique économique du régime est dirigée fondamentalement contre elles non, c'est uniquement parce que « privées de leurs droits, mises à l'écart de la vie politique, empêchées de participer de façon consciente à la construction de l'économie nationale, (elles) ne sont pas à même de saisir l'ensemble des données et des conditions dans lesquelles se déroule la planification ».

Il suffirait donc qu'elles soient mises en mesure de la faire pour que tout aille bien ! On ne saurait dire plus clairement que le P.C.T. ne s'oppose pas tant à la politique gouvernementale qu'à la manière dont elle est faite.

17. « Les commerçants qui sont des gens intelligents et avisés, finissent toujours par se rendre à la raison et par accepter les réformes dont ils constatent le caractère bénéfique », Bourguiba : discours du 22-3-1969 à Carthage.

### 3) L'alliance de la bourgeoisie bureaucratique et de la bourgeoisie du secteur privé

Harmel note pourtant (il faudrait être aveugle pour ne pas le faire) la montée de « cette nouvelle bourgeoisie du secteur privé et du secteur d'Etat qui s'est enrichie depuis l'indépendance en reléguant au second plan l'ancienne bourgeoisie liée au système colonial et qui défend ses privilèges contre la classe ouvrière qu'elle a privé par tous les moyens de ses droits syndicaux et de ses conquêtes sociales » et que « la politique globale (du gouvernement) encourage dans le cadre des nécessités économiques la nouvelle bourgeoisie aux dépens des ouvriers et des paysans dont elle rejette les revendications et combat l'activité, chaque fois qu'elle se manifeste, avec une grande sévérité », et encore que la politique du pouvoir « sans être entièrement conforme aux aspirations de cette nouvelle bourgeoisie, vise en fait la défense de ses intérêts futurs et durables, et conduit à lui accorder des privilèges substantiels ». Mais pour lui tout cela ne compte pas. Ce qui compte, et par quoi il caractérise le pouvoir, c'est l'origine petite bourgeoisie de son personnel politique, en négligeant l'évolution de la fraction petite bourgeoisie et son intégration à la bourgeoisie, en négligeant la politique qu'elle mène *effectivement*.

Si la petite bourgeoisie n'a pas de politique propre et si « l'orientation de la petite bourgeoisie est déterminée par le rapport des forces, le rapport des classes », cela ne veut pas dire qu'elle reste éternellement indéterminée, cela veut dire qu'elle fait soit la politique de la bourgeoisie, soit celle du prolétariat et que, de ses diverses fractions, certaines arrivent à se hisser au niveau de la bourgeoisie, tandis que d'autres sont rejetées après leur ruine vers le prolétariat.

La fraction petite bourgeoisie parvenue au pouvoir s'est intégrée à la bourgeoisie et a épousé ses intérêts. Elle s'est retournée contre les alliés qui l'avait portée au pouvoir : comme cela est arrivé maintes fois dans l'histoire des révolutions nationales ou bourgeoises, c'est-à-dire contre le prolétariat et la petite bourgeoisie. Elle s'est détachée de sa classe d'origine car elle ne pouvait se maintenir au pouvoir et s'élever socialement qu'en le faisant. On ne peut plus dès lors parler de pouvoir petit bourgeois puisque la base sociale du pouvoir a changé ; si les équipes ne l'ont pas fait, cela signifie que cette fraction anciennement petite bourgeoisie n'est plus disponible, ne peut plus changer d'orientation, même si le rapport des forces sociales dans le pays change, ni basculer du côté du prolétariat après avoir été du côté de la bourgeoisie. Le fait qu'elle « parasite » la bourgeoisie du privé et que par conséquent des contradictions existent entre les deux ne signifie pas qu'elle soit socialement progressiste, car, tout comme l'autre, elle vit de l'exploitation du travail.

On doit donc conclure que ni l'existence d'un secteur d'Etat, ni l'origine petite bourgeoisie du personnel politique n'enlèvent à l'Etat tunisien son caractère d'Etat de « la classe la plus puissante, celle qui domine du point de vue économique », c'est-à-dire de la bourgeoisie.

Et cela resté vrai, même si on l'envisage sous l'angle de « l'ex-

ception » bonapartiste, quant, « exceptionnellement, il se présente pourtant des périodes où les classes en lutte sont si près de s'équilibrer que le pouvoir d'Etat comme pseudo-médiateur, garde pour un temps une certaine indépendance vis-à-vis de l'une et de l'autre ». Mais il faut noter que les révisionnistes tunisiens n'analysent pas le régime actuel en terme de bonapartisme.

Et surtout l'Etat bonapartiste n'est pas un Etat socialement indéterminé car, basé sur des rapports de production capitaliste, il défend les intérêts de la classe capitaliste et maintient sa position économiquement dominante, ce qui signifie que ce qui est affecté c'est la forme de l'Etat et non son contenu de classe. Une bourgeoisie faible ou aux prises avec une opposition trop forte des classes opprimées, préfère souvent s'effacer politiquement derrière un pouvoir qui a l'apparence de la neutralité, plutôt que de courir le risque d'une domination ouverte, à visage découvert. D'où, l'appel au fascisme, au pouvoir autoritaire, à l'Etat fort, chaque fois qu'elle est confrontée avec l'hostilité de forces sociales trop dangereuses. La domination bourgeoise « pure » dont la forme de gouvernement est la république parlementaire est une forme particulière que seuls les bourgeois en « bonne santé » peuvent se permettre.

La bourgeoisie tunisienne étant donné sa faiblesse économique et le rôle secondaire qu'elle a joué dans le mouvement de libération nationale, et vue l'importance du rôle de la petite bourgeoisie et du prolétariat dans ce mouvement, ne pouvait imposer au pays sa domination directe et exclusive.

Elle était contrainte à accepter la tutelle et la gérance d'une fraction de la petite bourgeoisie, idéologiquement acquise au système capitaliste dès le départ et qui a socialement rejoint très vite la classe bourgeoise<sup>18</sup>. Si cette fraction a été amenée à lutter d'abord contre la féodalité et la bourgeoisie foncière, lutte qui lui a été imposée par cette classe qui lui disputait le pouvoir (mouvement Youssefiste)<sup>19</sup>, elle lutta de manière délibérée contre le prolétariat qui avait contribué à la mettre au pouvoir et qui prétendait lui imposer une politique anti-capitaliste (lutte entre le néo-destour et l'U.G.T.T. en 1956).

C'est dans cette lutte contre le prolétariat : « cassage » de l'U.G.T.T. après la trahison de ses dirigeants petits bourgeois qui passèrent à la bourgeoisie, élimination du prolétariat comme force politique indépendante, plus que dans sa lutte contre la féodalité que l'équipe petite bourgeoisie a imposé son pouvoir et que celui-ci s'est défini comme un pouvoir bourgeois.

Si Harmel s'accroche malgré tout au caractère soi-disant petit bourgeois de l'Etat tunisien, c'est parce que cela lui permet toutes les prestidigitations.

Il raisonne ainsi : la petite bourgeoisie, c'est bien connu n'a pas de politique propre, elle peut être ceci ou cela, ce qui permet de vider l'Etat « petit bourgeois » de tout contenu de

18. Les dirigeants petits bourgeois du mouvement de libération nationale n'ont jamais caché, même avant l'indépendance, leur attachement au système capitaliste et au maintien du pays dans la sphère de domination de l'impérialisme (« Le Monde libre »).

19. Nous parlons ici de la direction du mouvement, indépendamment des forces sociales qui y participaient.



classe, donc d'escamoter les thèses marxistes sur l'Etat ou de les rendre caduques.

Qu'importe le développement de la bourgeoisie, qu'importe même la politique « probourgeoise » de l'Etat si celui-ci n'est pas l'Etat de la classe exploiteuse, mais un cadre susceptible de recevoir n'importe quel contenu, ce qui permet aux thèses révisionnistes de se déployer, et en particulier :

— de remplacer l'analyse de classe par une appréciation du régime en termes de pesage : ses aspects positifs, et ses aspects négatifs ;

— de substituer à l'activité révolutionnaire en vue du renversement de l'Etat de la classe exploiteuse, l'action réformiste visant à la transformer.

## ASPECTS POSITIFS ET ASPECTS NEGATIFS

### 1) La construction de l'Etat au profit de qui ?

L'activité de l'Etat n'est donc plus conçue comme un tout dont la signification est à trouver dans la nature de la classe qui détient l'Etat et dans ses rapports avec les autres classes de la nation; elle n'est plus qu'une collection d'actes hétérogènes, d'aspects positifs et d'aspects négatifs qu'il s'agit de commenter et de peser. Et c'est là le programme qui est annoncé dans le début de son article par Harmel : « Certains, dit-il, [...] ont commencé à faire l'éloge de cette politique et vont même jusqu'à la proposer comme modèle pour les pays en voie de développement.

Par contre, d'autres la condamnent d'une manière absolue et totale comme une politique totalement réactionnaire et surtout totalement inféodée à l'impérialisme, mettant ainsi l'accent sur la politique pro-américaine du gouvernement tunisien ». Quant à lui, Harmel, il ne fera partie ni des uns ni des autres ; il veut « éviter de considérer un seul aspect du problème » et il précise que « les communistes tunisiens, sans taire leurs critiques au régime actuel, à ses faiblesses et à ses erreurs, jugent d'une manière objective ce qui a été réalisé et soutiennent les aspects positifs, en présentant des propositions pour les améliorer et empêcher tout recul de caractère réactionnaire », et encore, « les communistes tunisiens n'ont jamais manqué de saluer les aspects positifs du gouvernement tunisien et le rôle joué par le P.S.D. dans la construction de la Tunisie indépendante ».

Harmel ne pose jamais la question : aspects positifs pour qui ? du point de vue de quelle classe ? positifs dans le sens capitaliste ou dans le sens socialiste ? Il juge inutile de poser la question parce que sans doute, comme il dit, « nous ne jugeons pas (les forces se réclamant du socialisme dans le tiers monde, y compris le P.S.D.) seulement à partir d'objectifs socialistes car

nous savons que la plupart des pays du tiers monde sont encore à la phase de révolution nationale et démocratique »<sup>20</sup>.

Sans discuter pour l'instant de la possibilité de réaliser la révolution nationale et démocratique par d'autres forces que le prolétariat, remarquons tout de suite qu'une phase historique quelconque ne se caractérise pas seulement par les tâches auxquelles est confrontée la société, mais aussi par la classe sociale à qui échoit la responsabilité de ces tâches et, par conséquent, le fait qu'il s'agit de juger de la réalisation de tâches non socialistes mais nationales et démocratiques ne signifie pas qu'on doive le faire en dehors d'un point de vue de classe.

Ces tâches peuvent, selon la classe qui les réalise, soit préparer ou renforcer la domination de la bourgeoisie, soit préparer la voie au socialisme.

Alors que la révolution démocratique et nationale faite sous la direction de la bourgeoisie a pour résultat d'asseoir la dictature de cette classe, cette révolution faite sous la direction du prolétariat en alliance avec les autres classes révolutionnaires telle que la possibilité en a été démontrée par Lénine et Mao Tsé-toung, « est très différente des révolutions démocratiques d'Europe et d'Amérique en ce qu'elle a pour résultat, non une dictature de la bourgeoisie, mais une dictature du front uni de toutes les classes révolutionnaires sous la direction du prolétariat », elle « dégage la voie pour le capitalisme d'un côté et crée les conditions pour le socialisme de l'autre » [...] C'est une étape de transition entre l'abolition de la société coloniale, semi-coloniale et féodale et l'établissement d'une société socialiste »<sup>21</sup>. Il s'ensuit que le problème de savoir qui a la charge de diriger la direction de cette révolution nationale et démocratique est loin d'être indifférent, non seulement à ses possibilités de succès, mais également aux perspectives sur lesquelles elle débouche : *socialisme ou consolidation de la domination bourgeoise*.

Harmel qui n'observe pas ce point de vue de classe, en arrive ainsi à compter parmi « les aspects positifs » du régime « salués par les communistes tunisiens » même la création d'un appareil d'Etat bourgeois.

« Le pays, dit-il, a été doté d'institutions administratives politique et financières relativement équilibrées et modernes ».

Tout à sa joie de célébrer « le rôle joué par le P.S.D. dans la construction de la Tunisie indépendante » il oublie « que ces institutions ne sont pas seulement « équilibrées et modernes » mais qu'elles constituent surtout des instruments de la domination politique et économique de la bourgeoisie ».

Et cette défaillance de mémoire est d'autant plus curieuse que Harmel semble quand même avoir entendu parler de la représ-

20. Nous critiquons dans la suite du texte les conséquences que tire Harmel du fait que certains pays coloniaux ou néo-coloniaux se trouvent encore dans la phase de la révolution nationale et démocratique, sur le plan de la tactique du prolétariat. Mais nous ne traiterons pas ici du fait de savoir si la Tunisie est encore à la phase de révolution nationale et démocratique : nous nous contenterons de dire ici que cette thèse est absolument fautive et nous renvoyons le lecteur à sa réfutation dans nos divers textes.

21. Mao Tsé-toung : « La révolution chinoise et le P.C.C. » (*Œuvres choisies* : Tome 3, éd. Sociales).

sion de mars 1968. Mais il faut dire que pour lui cette répression ne montre pas du tout le véritable caractère de l'appareil d'Etat, instrument de dictature de la bourgeoisie sur les classes opprimées mais qu'elle n'est qu'une séquelle d'habitudes autoritaires « anachroniques » et regrettables : point de vue qui se comprendrait si elle était dirigée, comme veut le faire croire Harmel, contre les révisionnistes tunisiens, soutiens, fussent-ils critiques, du régime. Mais il ne fait de doute pour personne aujourd'hui que la répression de mars 1968 était avant tout dirigée contre nos camarades, coupables de se poser en « embryon du parti révolutionnaire du prolétariat », et que l'Etat et toutes ses institutions n'ont été utilisés que pour étouffer cette expression de l'avant-garde du prolétariat. Le caractère de plus en plus policier du régime, policier au service de la bourgeoisie contre les masses opprimées, s'est encore révélé au grand jour au Sahel dernièrement mais les révisionnistes, dans la foulée de Harmel, n'y ont vu qu'une défense des « réformes positives » contre la « droite réactionnaire »...

On ne peut pas dire qu'ils manquent de continuité dans leur négation du rôle premier de l'Etat tunisien, celui d'instrument de répression des classes opprimées, au service de la bourgeoisie.

On se souvient qu'au début de 1968 *Espoir*, le « journal des étudiants communistes tunisiens », en fait le porte-parole du P.C.T. a célébré hautement un autre « point positif » de la politique du régime tunisien, le renforcement de l'armée!!!

Pour eux il faut applaudir lorsque la bourgeoisie renforce cet instrument de répression — dont on a vu le rôle au Sahel — qu'est par excellence l'armée, la seule ombre au tableau étant qu'elle a des entraîneurs américains!

Comme si l'impérialisme Yankee offrait des chars et des entraîneurs à des régimes qui ne soient pas bourgeois et qui ne lui soient pas dévoués!

## 2) Le secteur économique d'Etat est un secteur capitaliste

Mais le principal « aspect positif », celui dans lequel Harmel voit la concrétisation du « choix » qui s'offre aux pays nouvellement indépendants : la voie non capitaliste de développement, c'est la création et le développement d'un secteur économique d'Etat. Dans les interventions de l'Etat dans la vie économique et en particulier dans la création d'un secteur d'Etat, Harmel voit un facteur anti-capitaliste, même si cela n'est pas « réalisé dans un esprit non-capitaliste » par le régime. Comme d'habitude, il ne dit jamais explicitement *en quoi* d'existence d'un secteur d'Etat est un aspect positif, ni *pour qui* il l'est. Il apparaît cependant clairement qu'il le considère comme tel.

Ainsi lorsqu'il écrit : « On assiste à des menées droitières ouvertes, réclamant la primauté du secteur privé. » Ou encore « Il est vrai que le gouvernement ne cède pas entièrement aux exigences des capitalistes puisqu'il défend la planification et le maintien du secteur d'Etat dans les branches clés ».

Ces affirmations expliquent que la planification, le dirigisme

économique concrétisé par le Plan, l'existence d'un secteur d'Etat sont des éléments non-capitalistes, voire anti-capitalistes.

Qu'en est-il en réalité ?

Il semble que Harmel considère — sans cependant l'affirmer clairement — que le secteur d'Etat par le fait qu'il appartient pas à des capitalistes privés, n'est pas un secteur capitaliste. Sur quoi s'appuie-t-il pour cela ? Sur la forme juridique de la propriété.

Le raisonnement implicite (encore une fois, Harmel ne hasarde jamais une affirmation explicite et précise sur des matières aussi importantes que le caractère de classes de l'Etat, la caractérisation du secteur d'Etat etc., car cela l'obligerait, soit à raisonner comme marxiste, soit à se démasquer comme révisionniste ; or, comme tous les révisionnistes modernes c'est un révisionniste « honteux »), le raisonnement implicite disions-nous serait le suivant : puisque ce secteur n'appartient pas à des particuliers mais à l'Etat, que l'Etat n'est pas bourgeois mais petit bourgeois (c'est-à-dire, en fait socialement indéterminé, susceptible de toutes les métamorphoses) et qu'au surplus les capitalistes privés sont contre l'existence de ce secteur ; c'est donc que celui-ci n'est pas capitaliste.

En prenant pour critère unique la forme juridique, il aboutit à l'identité suivante : pas de propriété privée donc pas de capitalisme !

Il oublie que l'exploitation capitaliste ne présuppose pas la propriété privée individuelle des moyens de production ni même la propriété tout court au sens juridique mais seulement l'appropriation privée par une certaine catégorie de gens du produit du travail social à l'exclusion du reste de la société.

Ce qui différencie le mode d'exploitation capitaliste des modes d'exploitation antérieurs, c'est que l'extorsion de la plus-value, se fait par l'intermédiaire du salariat. Ce qui met la classe capitaliste en mesure d'extorquer la plus-value c'est la place qu'elle occupe dans le processus social de la production, quel que soit la définition juridique avec les moyens de production. Le fait important réside donc dans le contrôle effectif des moyens de production qui indépendamment de sa forme juridique (gestion, contrôle, propriété) permet l'appropriation privée (à l'exclusion des travailleurs et du reste de la société) des produits du travail social.

En Tunisie, la bureaucratie d'Etat contrôle et gère les entreprises « nationales » « au nom de l'Etat » et cela sur un mode de production capitaliste, c'est-à-dire suivant les systèmes du salariat. Elle s'approprie donc, toujours « au nom de l'Etat », la plus-value produite par le travail dans ce secteur. Ce n'est donc pas l'existence d'un secteur d'Etat ou même la possession par l'Etat de tous les moyens de production qui définit la nature d'une formation économique-sociale, ni celle d'un secteur quelconque — à ce compte-là l'Egypte des Pharaons, des mameluks et de Mohamed Ali serait socialiste ; sans parler de celle de Nasser —, ce sont les rapports sociaux réels et en particulier la nature de la classe qui détient le pouvoir d'Etat et donc contrôle les moyens de production étatisés.

Dans les pays qui construisent le socialisme, le secteur d'Etat n'est pas un élément socialiste simplement parce qu'il appartient à l'Etat, mais parce que l'Etat appartient lui-même aux prolétaires.

En Tunisie où l'Etat est entre les mains de la bourgeoisie, où s'est développée une « nouvelle bourgeoisie dans le secteur privé et le secteur d'Etat, qui s'est enrichie depuis l'indépendance » (Harmel) et lorsque dans ce même « secteur d'Etat prolifère une couche technocratique et bureaucratique qui a plus le souci de son confort et de son avenir, que de celui du pays. » (Harmel toujours), que cette même bourgeoisie bureaucratique qui tient l'Etat et le secteur d'Etat ne développe pas ce secteur « dans un esprit anti-capitaliste mais avec la conviction qu'il s'agit d'une nécessité économique impérieuse » et que sa politique « même si elle ne correspond pas totalement aux vœux de cette nouvelle bourgeoisie, vise en réalité à défendre leurs intérêts futurs et durables et aboutit en fait à lui donner des avantages appréciables », (toujours selon Harmel), il est tout à fait déraisonnable de voir dans l'intervention de l'Etat et dans le secteur d'Etat des éléments a-capitalistes ou anti-capitalistes ou d'opposer le secteur d'Etat au secteur privé, puisque l'un et l'autre sont capitalistes et ne diffèrent que par les exploités respectifs : ici la bourgeoisie privée et là la bourgeoisie bureaucratique d'Etat. Il est tout aussi déraisonnable de critiquer le régime parce qu'il « se propose de concilier l'intervention de l'Etat dans les affaires économiques, l'existence d'un secteur d'Etat, avec l'encouragement réel du capital privé ». Pourquoi ne les concilierait-il pas, puisqu'en fait tous deux secteurs capitalistes, tous deux basés sur le salariat et le profit, ils sont parfaitement conciliables, réserves faites des contradictions qui existent en système capitaliste entre les entreprises, et en particulier la concurrence ?

A quel point de vue Harmel se place-t-il lorsqu'il déplore que le « gouvernement n'est pas insensible aux désirs (du secteur privé) puisqu'il a déjà commencé à rétrocéder aux capitalistes privés des secteurs importants, tels que le tourisme et les textiles » ? Ou lorsqu'il dénonce « le danger d'une privatisation progressive du secteur d'Etat » ? C'est qu'en assimilant arbitrairement un secteur d'Etat à un secteur non-capitaliste, et en opposant non moins arbitrairement « économie dirigiste » à « économie libérale », alors que ces formes sont toutes conciliables avec le mode de production capitaliste et se placent en fait dans le cadre de ce mode de production, il considère comme un recul ou une déviation regrettable ce qui est l'évolution normale en régime capitaliste.

Comment s'est créé et développé le secteur capitaliste d'Etat ?

Comme mode d'accession de la fraction petite bourgeoisie qui s'est emparée de l'Etat au statut de bourgeoisie ; pour cela elle devait se donner une base économique qu'elle ne pouvait se créer sur la mode du capitalisme classique (individuel), du fait de sa pauvreté en capitaux, de son manque d'expériences et de son absence d'envergure qui ne lui permettaient pas de reprendre les grosses entreprises héritées de la colonisation, ni d'en créer d'autres sur une base privée.

La création de ce secteur obéissait également à la nécessité de « caser » un grand nombre de petits bourgeois citadins qui constituaient au départ sa base sociale et pour lesquels l'appareil d'administration générale, saturé dès les premières années de l'indépendance, ne suffisait plus.

Mais il est normal que cette nouvelle bourgeoisie bureaucratique comme toute classe, « se soucie de son confort et de son

avenir » et essaie par conséquent de maximiser son revenu et surtout d'assurer sa main-mise sur les moyens de production, en transformant le contrôle, toujours précaire, en possession, et donc en transférant le secteur d'Etat en privé.

Il est probable que plus la fusion entre bourgeoisie bureaucratique et bourgeoisie privée avancera, plus le mouvement de transfert du secteur d'Etat au privé progressera, tout au moins dans les secteurs rentables.

Mais quoi qu'il en soit, que cette évolution se réalise ou non, il est tout à fait erroné d'ignorer l'identité fondamentale de ces deux secteurs quant à leur caractère capitaliste et exploiteur ou de juger le régime en fonction de l'avance ou du recul du secteur d'Etat.

Quel est le point de vue marxiste sur la question du capitalisme d'Etat ?

Ce capitalisme représente par rapport au capitalisme classique, comme d'ailleurs ce dernier par rapport à la production marchande simple ou aux modes de production pré-capitalistes en général, un progrès du point de vue du prolétariat, non pas en lui-même, non pas qu'il soit moins exploiteur ou qu'il cesse d'être du capitalisme<sup>22</sup> mais dans la mesure où il élève le niveau des forces productives, où il accentue la socialisation de la production où il sépare de plus en plus les producteurs de leurs instruments de travail, et donc dans la mesure où il développe la force sociale qui renversera le capitalisme, c'est-à-dire le prolétariat, où il le concentre et où il crée les conditions matérielles pour ce renversement et pour l'instauration du socialisme.

La question n'est pas de s'en féliciter ou de le déplorer ; car ce processus de développement et de concentration du capitalisme ne dépend pas de nous.

Il est ridicule de féliciter la bourgeoisie de faire son travail de bourgeoisie ou de s'indigner parce qu'elle ne le fait pas bien, comme le fait Harmel, au lieu de faire son travail de révolutionnaire qui est d'éduquer, d'unir et d'organiser contre elle chaque nouveau prolétaire qu'elle crée, au fur et à mesure qu'elle le crée, pour préparer le renversement du capitalisme au lieu de faire la mouche du coche et vouloir aider ou appuyer la bourgeoisie du secteur d'Etat contre celle du secteur privé ou inversement.

## LA « VOIE NON-CAPITALISTE »

Mais si Harmel adopte cette attitude, c'est parce que dans l'appréciation du développement du capitalisme en Tunisie, il ne se place pas d'un point de vue révolutionnaire — qui est de tirer profit du développement du capitalisme pour le renverser — mais d'un point de vue révisionniste.

22. « ... L'erreur la plus répandue est l'affirmation réformiste bourgeoise prétendant que le capitalisme monopolistique ou le capitalisme monopoliste d'Etat n'est déjà plus du capitalisme, qu'il peut être qualifié de « socialisme d'Etat »... LÉNINE : *L'Etat et la révolution, Œuvres choisies*, p. 342.

Pour le marxisme le socialisme sortira du capitalisme par la négation de celui-ci, par son renversement violent<sup>23</sup> ; pour Harmel il en sortira par une transition à partir d'une forme spéciale du capitalisme, le capitalisme d'Etat, transition évolutive et non dialectique, par sa transformation progressive et non par son renversement.

C'est là le contenu qu'il donne à la fameuse « voie non-capitaliste ».

Il s'agit, nous dit-il, « d'une alternative pour les pays récemment affranchis. Elle ne s'identifie pas à l'étape socialiste (?), mais elle peut mener au socialisme à la condition que se produisent des changements qualitatifs, idéologiques, politiques et sociaux ».

Il attribue la paternité de cette découverte à Marx et pour cela fait appel une fois de plus à la lettre de Marx à Mikhaïlovsky, déjà utilisée et évidemment déformée par des centaines d'autres Harmel chaque fois qu'il s'agissait de réviser la conception marxiste du développement des sociétés.

Dans cette lettre, nous dit Harmel, « Marx affirmait que son analyse de la genèse du capitalisme en Europe occidentale ne méritait nullement l'excès d'honneur d'être transformée en une théorie passe-partout de la marche générale imposée à tous les peuples ».

Non content de cela, Harmel appelle Lénine à la rescousse en déformant également sa pensée ; Lénine, nous dit-il « a développé d'une manière créatrice la théorie de Marx... Il a notamment formulé la thèse selon laquelle les pays arriérés peuvent passer au socialisme en brûlant ou en interrompant le stade capitaliste. Cette thèse prend pour nos peuples une importance capitale ».

Harmel, faisant preuve de l'éclectisme qu'il a montré pour le problème de l'Etat, fait ici un amalgame de deux questions entièrement différentes et, non content de cela, déforme la pensée de Marx et de Lénine pour justifier le contenu qu'il donne à la voie non-capitaliste : la première question est celle de la possibilité théorique pour une société pré-capitaliste de ne pas évoluer en société capitaliste, qu'évoque Marx dans sa lettre ; la seconde question est celle de la possibilité pour une société déjà engagée dans la voie du développement capitaliste de réduire à la phase capitaliste.

#### 1) Sur la première question :

Toute société doit-elle nécessairement passer par le capitalisme ?

Armé de la lettre de Marx, Harmel part en guerre, comme l'avaient fait les populistes russes avant lui contre ce que ces derniers appelaient « les schémas historiques abstraits ». Il se trouve que, malheureusement pour lui, Lénine a répondu

23. Cf. LÉNINE : « le fait que ce capitalisme (monopoliste ou monopoliste d'Etat, v. note 22) est « proche » du socialisme doit constituer pour des représentants véritables du prolétariat un argument en faveur de la proximité, de la facilité, de la possibilité, de l'urgence de la révolution socialiste, et non point un argument pour tolérer la négation de cette révolution et les tentatives de farder le capitalisme, à quoi s'emploient les réformistes » *ibid.*, p. 392.

à Mikhaïlovsky, lui-même populiste et devancier de Harmel, et a donné le sens véritable de cette lettre. En répondant à Mikhaïlovsky que sa théorie ne devait pas être considérée comme une théorie valable en tous lieux de la marche générale inéluctable de tous les pays, Marx ne faisait que rejeter la conception du marxisme comme une théorie philosophique générale, un schéma théorique abstrait.

N'étant pas un faiseur de système, ni un philosophe de l'histoire, mais un analyste du processus du développement réel de la société, Marx ne rejetait pas a priori la *possibilité théorique* qu'une société pré-capitaliste puisse arriver au socialisme sans passer par le capitalisme ; mais la réalisation d'une telle évolution n'était pas liée à la volonté des hommes mais à l'état réel des rapports économiques et sociaux. Au populiste Krivenko qui prétendait que Marx « reconnut que nous pouvions à notre gré et à la condition d'agir en conséquence éviter les aléas du capitalisme, et suivre une autre voie, une voie plus rationnelle », Lénine répliquait : « ainsi, d'après Marx, l'évolution des rapports économiques et sociaux dépendrait de la conscience des hommes ? qu'est-ce donc que cela ? Ignorance démesurée ou imprudence sans précédent ? »<sup>24</sup>

Harmel, négligeant les rapports économiques et sociaux réels, existants en Tunisie, rapports de nature incontestablement capitaliste, affirme que la voie non-capitaliste est une « *alternative* » (!!!) et que notre pays pourrait « passer au socialisme en brûlant (!) ou en interrompant la phase capitaliste ».

Il ignore royalement cette vérité tangible inscrite dans les rapports économiques et sociaux existant réellement en Tunisie, à savoir que cette possibilité théorique (et non cette alternative) ne s'est pas réalisée en Tunisie, et peut ainsi continuer comme si de rien n'était, à parler de la possibilité d'éviter la phase capitaliste. Peut-être dira-t-on, il n'y a pas que la possibilité de l'éviter, il y a aussi celle de réduire la phase capitaliste.

Pourquoi alors mélanger les deux choses et ne pas s'exprimer de manière plus précise ? Que ne disait-il clairement et explicitement : ce dont il s'agit en Tunisie, ce n'est pas d'éviter la phase capitaliste, puisque le capitalisme existe, mais de la réduire ? Sans doute, pour l'objectif qu'il poursuivait la clarté n'était pas souhaitable ? Ne s'agit-il pas, en effet de tenter — comme les populistes ! — en amalgamant deux choses tout à fait différentes de se débarrasser tout simplement de la théorie marxiste ? Marx dit que le capitalisme peut ne pas se développer dans certaines sociétés pré-capitalistes et donc que les lois nécessaires de la société capitaliste ne s'y appliqueraient pas.

Si on amalgame à cette question celle, tout à fait différente, de la *possibilité de réduire* la phase capitaliste dans une société où le capitalisme a déjà commencé à se développer, on pourrait arriver, à la faveur de cette confusion, à dire là aussi, ces lois, ne s'appliqueraient pas « vous voyez bien, Marx lui-même l'a dit ! ».

C'est exactement ce qu'essaie de faire Harmel.

## 2) Deuxième question :

La phase capitaliste peut-elle être réduite et comment ?

24. LÉNINE, *Les amis du peuple...*, pp. 25 et 27.



Pour le marxisme, l'évolution d'une formation économique et sociale, *une fois cette formation donnée*, ne se fait pas de manière contingente et au hasard, ni « au gré » ou « au choix » des hommes mais obéit à des lois nécessaires qui lui sont propres. Marx, en évitant de se prononcer sur le point de savoir si le capitalisme se développera ou non en Russie, parce qu'il n'avait pas les éléments suffisants pour juger, ajoutait cependant, « si la Russie tend à devenir une nation capitaliste sur le modèle des nations de l'Europe occidentale — et ces dernières années, elle est allée très loin dans ce sens —, elle n'y parviendra pas sans transformer au préalable une bonne partie de ses paysans en prolétaires ».

Autrement dit, Marx disait aux populistes : je ne peux pas affirmer, n'étant pas un philosophe de l'histoire ni un doctrinaire, que toutes les sociétés passeront par les mêmes formations que l'Europe, mais à partir du moment où une société donnée entre dans la phase capitaliste, la théorie de l'évolution sociale en régime capitaliste, en particulier la prolétarianisation des petits producteurs et la formation d'un prolétariat à un pôle de la société et d'une bourgeoisie à l'autre pôle, cette théorie est nécessairement valable.

Venir par conséquent dire, comme le fait Harmel : le capitalisme existe en Tunisie mais néanmoins la possibilité demeure d'une voie non-capitaliste, c'est tout simplement renier le marxisme, car c'est abandonner les lois nécessaires du développement de la formation capitaliste pour les remplacer par une conception idéaliste — libérée des schémas théoriques abstraits, diraient ses ancêtres populistes, libérée des dures lois objectives de l'évolution des sociétés et des « choses désagréables » qu'elles impliquent, dirions-nous — ce qui lui permet de tracer au gré de sa fantaisie, de sa peur surtout, une évolution imaginaire la plus paisible possible.

Reprenons brièvement le schéma marxiste d'évolution des sociétés capitalistes. Pour Marx, étant donné une société à mode de production capitaliste, son développement normal, nécessaire, amène, par le marché et la concurrence, la ruine de la majorité des petits producteurs (en particulier des paysans) leur séparation de leurs instruments de production et donc, le développement du prolétariat d'un côté, en même temps que la concentration des moyens de production aux mains d'une minorité, et donc la formation d'une bourgeoisie.

Mais le capitalisme en se développant, crée et développe les forces qui le détruiront, d'une part, il développe prodigieusement les forces productives qui ne tardent pas à entrer en contradiction avec le mode de production capitaliste et qui constituent la base matérielle nécessaire du socialisme, d'autre part, il développe, rassemble par la socialisation du travail et la concentration des moyens de production la classe sociale qui est la *négarion* de la société bourgeoise et qui en sera le fossoyeur. Parce que le socialisme ne peut se faire qu'à partir des éléments créés par le capitalisme lui-même et à partir des contradictions de celui-ci, Marx subordonnait la révolution prolétarienne et l'avènement du socialisme au mûrissement du capitalisme, et en particulier au développement et à la généralisation du capitalisme industriel qui crée « le seul terrain sur lequel une révolution prolétarienne est possible », en ce que seul ce

développement crée les forces sociales et matérielles nécessaires à la transformation de la société<sup>25</sup>.

Comment peut-on alors parler de réduire la phase capitaliste ?

Cela semble a priori en contradiction avec la théorie marxiste. C'est ce que prétendaient les Menchéviks russes, qui sous prétexte que ce développement suffisant du capitalisme ne s'était pas encore produit et que les rapports féodaux existaient encore à la campagne, prétendaient que le principal rôle revenait à la bourgeoisie dans la révolution prochaine, puisque celle-ci serait bourgeoise (nationale et démocratique dirait Harmel) et faisaient du prolétariat un appendice de la bourgeoisie se contentant d'appuyer et de soutenir celle-ci (exactement comme veut le faire Harmel aujourd'hui en Tunisie sous prétexte que nous serions dans une phase de révolution nationale et démocratique et non socialiste).

« La Russie n'a pas atteint le degré de développement des forces productives nécessaires pour instaurer le socialisme » disaient les menchéviks.

C'est incontestable, répondait Lénine, mais pourquoi cette préparation des bases matérielles du socialisme se ferait-elle nécessairement sous un régime bourgeois ? Le croire serait comprendre le marxisme de manière scolaire, comme un schéma abstrait, Marx à parlé de développement *avancé* du capitalisme comme préalable nécessaire au socialisme, non par un souci d'esthétique, parce que l'écoulement d'une phase historique déparerait le cours bien réglé de l'histoire, mais parce que seul ce développement, dans la société qu'il analysait créait la force qui renverserait le capitalisme.

En Russie, se présentait la possibilité de réaliser l'union du prolétariat et de la paysannerie, qui permettait de pallier la faiblesse du prolétariat et de renverser la féodalité alliée à la bourgeoisie. Fallait-il repousser cette possibilité — d'ailleurs prévue par Marx comme une des perspectives possibles pour l'Allemagne de 1856, qui surgissait en raison, non du développement du capitalisme mais de son retard et de la persistance de rapports féodaux, qui faisaient de la paysannerie une force révolutionnaire ?

Ne fallait-il pas au contraire, la saisir pour renverser la bourgeoisie et développer la base matérielle nécessaire au socialisme, non sous une dictature de la bourgeoisie mais dans un Etat ouvrier et paysan<sup>26</sup> ?

Cette possibilité ne s'est d'ailleurs présentée que parce qu'elle était l'issue nécessaire aux contradictions de la société. En effet, pour la Russie d'alors, c'est l'alliance entre la bourgeoisie et la féodalité russes, conséquence de la menace prolétarienne, qui bloqua le développement économique et le processus social d'émancipation de la paysannerie, fournissait ainsi la base de l'alliance entre celle-ci et le prolétariat, dont la force relative provenait d'œuvre très moderne (et très au-dessus des capacités de la seule bourgeoisie russe) que le capitalisme naissant grâce à l'aide des pays impérialistes d'Europe avait accompli dans les quelques branches d'industrie où il s'était concentré.

25. Cf. Pages essentielles des *Luttes de classes en France*, pp. 33-34.

26. Cf. *Sur notre révolution*, LÉNINE, *Œuvres choisies*, tome 3.

Ainsi la nécessité de la révolution menée par le prolétariat en alliance avec la paysannerie se trouvait posée en même temps que sa possibilité objective.

Et c'est l'existence du parti Bolchévik et sa politique juste qui ont transformé ces virtualités en réalité. C'est la thèse de la révolution démocratique populaire accomplie par le prolétariat et la paysannerie, thèse qui s'est vérifiée en Russie en 1917 et par la suite en Chine.

Mais dans tout cela nulle trace de voie « non-capitaliste ». Nulle part Marx ou Lénine n'ont utilisé ce concept, ni surtout le contenu que lui donne Harmel.

Pour Lénine comme pour Marx, le passage du capitalisme au socialisme ne peut se faire dans l'un et l'autre cas, que ce soit après le mûrissement du capitalisme ou par l'abrégement de la phase capitaliste que par le renversement violent de la bourgeoisie *par la révolution*<sup>27</sup>. Si on veut appeler voie non-capitaliste le parachèvement de la révolution bourgeoise et la construction des bases matérielles du socialisme sous la dictature du prolétariat allié à la paysannerie en Union Soviétique et sous la dictature populaire dirigée par le prolétariat en Chine, dans la mesure ou cette phase bien que n'étant pas socialiste, prépare le socialisme, il faut rappeler, sous peine de déformer cette thèse dans un sens opportuniste et réformiste que cette phase non-capitaliste se situe *après la révolution et n'a été rendue possible que par la révolution*. Et c'est justement ce que Harmel tente de faire oublier puisque, pour lui, la phase « non-capitaliste » est considérée *comme une transition spécifique au socialisme sans révolution*, comme nous allons le voir.

## LE REVISIONNISME CONTRE LA REVOLUTION

### 1) Le socialisme sans douleur : le social-réformisme

Harmel définit ainsi la voie non-capitaliste : « Il s'agit d'un choix qui s'offre aux pays nouvellement indépendants. Cette voie n'est pas liée à la voie socialiste (??), mais elle pourrait mener au socialisme à condition que se réalisent des transformations qualitatives, idéologiques, politiques et sociales. »

Par « transformations qualitatives, idéologiques, politiques et sociales » Harmel désigne-t-il la révolution ?

27. « Le marxisme nous enseigne qu'une société fondée sur la production marchande et pratiquant des échanges avec les nations capitalistes civilisées doit inévitablement s'engager elle-même, à un certain stade de son développement, dans la voie du capitalisme. Le marxisme a rompu sans retour avec les élucubrations des populistes et des anarchistes qui pensaient par exemple que la Russie pourrait éviter le développement capitaliste, sortir du capitalisme ou l'enjamber de quelque façon autrement que par la lutte des classes, sur le terrain et dans les limites de ce même capitalisme. » LÉNINE : *Deux tactiques...*

On verra par la suite qu'il n'en est rien.

On peut toutefois observer dès à présent, même en lui laissant provisoirement le bénéfice du doute, à ce sujet que cette affirmation ne peut s'interpréter que de deux manières :

— ou bien des « transformations qualitatives » désignent la révolution, et dans ce cas, la « voie non-capitaliste » se situe d'après Harmel *avant* la révolution, puisque ces transformations (à supposer qu'elles soient révolutionnaires) ne font que transformer la phase non-capitaliste déjà existante en phase socialiste ;

— ou bien la révolution ne joue aucun rôle dans la transformation socialiste de la société, ni avant la phase non-capitaliste, non après : la « voie non-capitaliste, établie sans révolution, mène au socialisme, non par la révolution mais par des « transformations qualitatives, idéologiques, politiques et sociales ». Le concept de « voie non-capitaliste » ne sert donc pas tant à éviter ou à abréger le capitalisme qu'à éviter la révolution.

Il sert à justifier et à fonder la possibilité de passer au socialisme sans destruction de l'Etat existant, sans violence : c'est le fameux « passage pacifique au socialisme » des révisionnistes.

Harmel a préparé le terrain théorique à cette thèse khrouchtchévienne, d'abord en niant le caractère antagonique des rapports entre la classe au pouvoir et le prolétariat, *en définissant cette classe comme petite bourgeoisie.*

Il a ensuite caractérisé le dirigisme économique et l'existence d'un secteur d'Etat comme des éléments non-capitalistes, ce qui lui permet de dire que le pays évolue ou peut évoluer dans une voie non-capitaliste.

A partir de ces prémisses il « arrive » à cette conclusion (en réalité il en est parti pour la justifier a posteriori d'une manière philistine) : l'Etat n'étant pas celui de la classe exploitée et suivant une voie non-capitaliste, il n'est pas besoin de le détruire pour arriver au socialisme, mais seulement de le transformer pour aboutir au socialisme sans révolution.

Pour cela, pour fonder cette nouvelle « stratégie » du passage pacifique, il faut à tout prix découvrir à l'intérieur même du régime des forces progressistes capables de faire ces transformations.

Harmel s'y emploie et pour cela, la petite bourgeoisie est naturellement tout indiquée.

## 2) La petite bourgeoisie et le socialisme

« L'élément nouveau dans les pays du Tiers Monde, dit-il en exposant l'évolution par la voie non-capitaliste vers le socialisme, c'est l'existence de forces progressistes issues de la petite bourgeoisie qui se rapprochent des positions de la classe ouvrière et de son parti (?) et qui n'expriment plus entièrement les intérêts des couches sociales dont elles sont issues mais re-

flètent jusqu'à un certain point les intérêts des couches populaires plus larges.»

Ou encore : « Les forces progressistes se caractérisent par le fait qu'elles n'ont pas de représentation sociale figée car celle-ci peut changer. Cela permet d'envisager pour certain pays la possibilité d'une entente importante sur la base du marxisme (!) entre les communistes et la fraction la plus progressiste de ces forces progressistes. Les communistes prennent en considération cette possibilité historique qui s'inscrit dans le développement même du mouvement de libération nationale.»

Une fois de plus, Harmel remplace l'analyse des rapports sociaux réels, des dispositions réelles des différentes classes, de la nature réelle de l'Etat né de l'indépendance, par des considérations générales sur ce que peuvent ou ne peuvent pas être les classes, sur les « possibilités historiques » (sans se soucier de savoir si elles se sont réalisées ou non, si les conditions réelles en permettent la réalisation ou non).

Il transforme certaines thèses marxistes-léninistes en vérités générales abstraites indépendamment des conditions réelles de leur validité.

Que les « forces progressistes n'ont pas de représentation sociale figée » (pas plus soit dit entre parenthèses, que la classe ouvrière n'a de représentation politique figée : il ne suffit pas qu'un parti se dise communiste pour être le « parti du prolétariat », les révisionnistes tunisiens nous en donnent un exemple probant), cela est vrai ; mais cela ne veut pas dire que n'importe quelle classe peut être progressiste à n'importe quelle phase historique parce que Harmel a besoin qu'elle le soit. Il aurait fallu que Harmel au lieu de transformer les thèses marxistes en aphorisme se préoccupât de savoir dans quelles conditions une classe donnée peut être progressiste et dans lesquelles elle devient réactionnaire.

La bourgeoisie est progressiste à l'époque du déclin du féodalisme, en tant qu'elle lutte contre lui pour promouvoir un mode de production supérieur, mais à partir du moment où, ayant vaincu le féodalisme elle s'empare de l'appareil d'Etat et le transforme en appareil d'oppression des classes exploitées, elle devient une classe essentiellement réactionnaire, car l'antagonisme principal n'est plus celui qui l'oppose au féodalisme, force du passé, mais celui qui l'oppose au prolétariat, force de l'avenir.

De même si les contradictions entre la petite bourgeoisie et le prolétariat ne sont pas antagoniques dans la phase du mouvement de libération, c'est-à-dire de la lutte contre le colonialisme, celles entre le prolétariat et la fraction petite bourgeoisie qui a conquis le pouvoir le deviennent, à partir du moment où cette fraction petite bourgeoisie utilise le pouvoir pour maintenir et développer le mode de production capitaliste, pour « étouffer les contradictions et pour éviter que la politique économique sorte du cadre capitaliste », comme le dit Harmel, qui ajoute que « là réside l'aspect négatif essentiel de son action » (autrement dit, l'Etat défend le capitalisme, mais à part de cet « aspect négatif », il n'est ni capitaliste, ni bourgeois !!).

La politique de cet Etat « non-bourgeois » est animée par le « souci de la cohésion entre les classes, qui signifie en réalité la crainte des masses populaires, c'est par là même le souci de sauvegarder les intérêts des classes exploiteuses ».

« La politique globale encourage dans le cadre des nécessités

économiques la nouvelle bourgeoisie aux dépens des ouvriers et des paysans dont elle rejette les revendications et combat l'activité, chaque fois qu'elle se manifeste, avec une grande sévérité. » Cette nouvelle bourgeoisie du secteur privé et du secteur d'Etat... s'est enrichie depuis l'indépendance... et défend ses privilèges contre la classe ouvrière qu'elle a privé par tous les moyens de ses droits syndicaux et de ses conquêtes sociales » (au fait, si elle a pu le faire, c'est bien parce qu'elle détient le pouvoir d'Etat, non ?).

Autrement dit, l'Etat est aux mains de la nouvelle bourgeoisie du privé et du secteur public, il fait tout pour que la politique économique ne sorte pas du cadre capitaliste, il craint les masses populaires et notamment la classe ouvrière dont il combat les revendications et les activités, il a privé cette classe de ses droits syndicaux et de ses conquêtes sociales, mais à part ça, ce n'est pas un Etat bourgeois, la « possibilité historique » d'éviter le capitalisme ou d'écourter son existence demeure, en suivant une « voie non-capitaliste ».

Comment cela ?

Grâce aux éléments progressistes de la petite bourgeoisie.

Lesquels ? Où sont-ils ? Peut-être s'agit-il de la masse de la petite bourgeoisie, qui loin de tenir l'Etat, est ruinée et exploitée par le développement capitaliste accéléré mené par l'Etat ?

Avec cette masse petite bourgeoisie « la possibilité d'une entente importante » peut être envisagée par les représentants du prolétariat, mais il est stupide de dire que cette entente se fera « sur la base du marxisme » : le marxisme restant jusqu'à nouvel ordre la doctrine du prolétariat dont le but est la suppression du mode de production capitaliste sur le terrain duquel se place aussi la petite bourgeoisie. Celle-ci ne peut conclure d'entente avec le prolétariat sur la base du marxisme, parce qu'elle n'est pas pour la suppression du capitalisme ; elle est pour son aménagement ; pour arrêter son développement normal qui la ruine.

Actuellement, ce développement est grandement accéléré par l'intervention directe de l'Etat bourgeois bureaucratique.

C'est pourquoi le processus capitaliste qui l'élimine s'incarne aux yeux de la petite bourgeoisie dans cet état bureaucratique. Elle peut par conséquent être entraînée dans une lutte pour la démocratie, pour détruire non l'Etat bourgeois mais sa forme autoritaire, bureaucratique ; pour le transformer en Etat bourgeois libéral, en république parlementaire où elle pourra défendre ses intérêts et conjurer la menace capitaliste qu'elle confond avec l'intervention de l'Etat, la planification, les coopératives, etc.

Cette lutte pour la démocratie prendra concrètement la forme d'une lutte contre la bourgeoisie bureaucratique et la bourgeoisie privée qui lui est alliée.

Mais pour qu'une telle alliance avec la petite bourgeoisie soit profitable au prolétariat, c'est-à-dire pour qu'elle puisse le mener plus loin — de la démocratie à la révolution — encore faut-il qu'il soit la force dirigeante dans cette alliance et non une force d'appoint, un appendice de la petite bourgeoisie comme il l'a été au cours de la lutte de libération nationale.

Négliger l'éducation de la classe ouvrière, son organisation pour ne s'occuper que des possibilités d'évolution de la petite

bourgeoisie, promue au rang de force dirigeante, c'est accepter qu'il en soit ainsi.

Mais pour en revenir aux forces petites bourgeoises progressistes, ce n'est pas du tout la masse de la petite bourgeoisie, exploitée et ruinée par le développement du capitalisme accéléré activement par l'intervention de l'Etat, qui est qualifiée de progressiste par Harmel et avec laquelle il envisage une alliance.

Non c'est avec la « gauche destourienne », celle qui est pour l'intervention de l'Etat pour le secteur d'Etat, c'est-à-dire la bourgeoisie bureaucratique d'Etat et son principal représentant Ben Salah, c'est-à-dire la fraction qui est l'Etat par excellence et qui poursuit à son profit et à celui de la bourgeoisie du privé le processus de concentration capitaliste qui ruine la petite bourgeoisie, les petits et les moyens paysans, qui exploite de manière intensive le prolétariat, la prive de ses droits et le mystifie.

C'est la fraction de la bourgeoisie la plus exploiteuse, la plus hostile aux intérêts du prolétariat, la plus opposée à l'expression et à l'organisation autonome de cette classe, enfin la plus dangereuse parce qu'elle joint à l'oppression et à l'exploitation une autre arme, celle de la mystification idéologique.

Aucun doute là-dessus : la « droite destourienne » étant celle qui s'oppose au dirigisme et au secteur d'Etat, la « gauche destourienne » est donc celle qui promet le dirigisme et l'étatisation.

C'est cette fraction appelée « petite bourgeoisie » par Harmel qu'il veut aider contre les « droitiers » qui déploient et déploieront des efforts pour tirer profit des faiblesses des réformistes destouriens (« la gauche destourienne ») et s'il le faut pour les éloigner du pouvoir ».

C'est dans cette victoire de la « gauche destourienne » contre la « droite », de la bourgeoisie bureaucratique contre la bourgeoisie privée, et dans leur alliance avec les soi-disant représentants du prolétariat, « alliance nouvelle entre toutes les forces progressistes sans exception », « sur la base du marxisme » évidemment (cause toujours !) que réside l'une de ces « transformations idéologiques, sociales, politiques » qui mèneront de la voie non-capitaliste à la voie socialiste. Les transformations idéologiques, elles, consistent tout simplement, pour que cette alliance se fasse « sur la base du marxisme », en ce que la « gauche destourienne » doit dépasser le socialisme destourien pour le socialisme scientifique.

### 3) Le socialisme bourgeois, transition vers le socialisme scientifique

Les communistes tunisiens, dit Harmel, « considèrent comme une évolution positive le fait que le parti destourien a déclaré se réclamer du socialisme ».

C'est le bouquet ! Vraiment ! Le fait pour un parti bourgeois de se réclamer du socialisme serait un fait positif !!!

Pour la bourgeoisie sûrement, car cela lui permet de mystifier ceux qu'elle exploite. Mais pour le prolétariat ?

Harmel n'a donc jamais lu le Manifeste ?

Marx et Engels ont-ils jamais considéré comme positifs le fait que des féodaux, des bourgeois, des petits bourgeois se disent socialistes ? Bien au contraire !

Ils ont considéré ces variétés de « socialismes » comme réactionnaires et mystificatrices parce que les uns cherchent à ramener la société en arrière, les autres à « remédier aux anomalies sociales pour consolider la bourgeoisie ».

N'est-ce pas précisément ce que veut faire le « socialisme » destourien, qui, de l'aveu même de Harmel, « ne se fixe pas comme but la suppression de l'exploitation, mais d'en limiter les abus » ?

Il note encore que ce « socialisme » destourien n'a rien de nouveau, que ses « conceptions sont donc dans la tradition idéologique du réformisme bourgeois qui tente de contrôler le mouvement et d'étouffer les contradictions sociales en prétendant concilier les classes » et qu'il n'est que la nième édition du socialisme doctrinaire européen du siècle dernier comme celui de Proudhon qui « prôna la conciliation et aspira à un capitalisme sans tares ».

Mais qu'importe ! Pour Harmel le fait que le renard se fasse ermite est un élément positif !

Nous lui ferons remarquer qu'un communiste qui s'appelait Lénine a parlé — mais il y a si longtemps ! — de « la nécessité de rompre avec les idées petites bourgeoises du socialisme [...] (qui) sont INCONTESTABLEMENT réactionnaires, POUR AUTANT qu'elles font figure de thèses socialistes ».

Mais lorsque nous aurons compris qu'en réalité, il n'y a là rien de socialiste, c'est-à-dire que ces théories n'expliquent nullement l'exploitation du travailleur et par suite ne peuvent absolument pas servir à son émancipation, qu'en réalité toutes ces théories reflètent et défendent les intérêts de la petite bourgeoisie, nous devons nous comporter autrement à leur égard, nous devons nous poser la question de savoir comment la classe ouvrière doit se comporter à l'égard de la petite bourgeoisie et de ses programmes<sup>28</sup>.

Ainsi Lénine combattait l'idéologie petite bourgeoise justement dans la mesure où elle se présente comme une idéologie socialiste.

Harmel au contraire voit dans le fait de vêtir une idéologie bourgeoise ou petite bourgeoise du manteau du socialisme une « évolution positive » !!!

Lénine condamne cela parce que, pour lui ce n'est pas l'appellation qui fait la chose : appeler socialiste l'idéologie de la bourgeoisie ne transformera pas celle-ci d'un iota vers le socialisme, et ne servira qu'à mystifier la classe exploitée, ce qui est bien le but de cette appellation.

Pour Harmel, au contraire, il semble qu'il en soit autrement, car, nous dit-il, « les courants socialistes non marxistes [...] peuvent constituer dans certaines circonstances des formes transitoires par rapport au socialisme scientifique comme c'est le cas pour le socialisme utopique et pour certaines orientations politiques qui sont suivies au nom de telle ou telle forme de socialisme ».

En cela, il demeure fidèle à lui-même : du moment que pour

28. *Les amis du peuple...*, p. 247.



lui, le capitalisme d'Etat est une forme de transition vers le socialisme, pourquoi le socialisme bourgeois ou petit bourgeois ne sera-t-il pas une forme de transition vers le socialisme scientifique ?

Pour un marxiste, au contraire, de même que le capitalisme ne prépare le socialisme qu'en tant que ce dernier sortira du premier par son renversement violent, par sa négation, de même le socialisme scientifique en tant qu'idéologie s'est développé, non par une transformation des socialismes utopiques mais *contre eux*, par leur critique, leur démystification.

Harmel, dans les deux cas, remplace les rapports dialectiques par un rapport d'évolution.

Si les socialismes utopiques ont constitué une transition vers le socialisme scientifique, il s'agit d'une transition historique et non idéologique.

Ces socialismes correspondaient à une époque où les lois réelles du développement social étaient ignorées, et, à cause de cela, ils avaient un certain caractère progressiste du fait qu'ils critiquaient la société bourgeoise, même s'ils ne comprenaient pas les conditions réelles de sa transformation.

Mais après qu'une théorie scientifique des lois du développement social et des conditions objectives de la transformation de la société eut établie, les courants qui s'accrochaient aux socialismes utopiques jouèrent désormais un rôle réactionnaire et idéologiquement — en ce qu'elles obscurcissaient l'intelligence du développement historique —, et socialement — en ce qu'elles ne furent plus utilisées par le prolétariat mais par la bourgeoisie et les classes contre révolutionnaires pour combattre l'idéologie du prolétariat.

Nous devons ajouter que le socialisme destourien ne s'assimile pas aux socialismes plaçant sur le terrain des intérêts du prolétariat et ne se distinguaient pas du socialisme scientifique par leur caractère de classe mais par le fait qu'ils voulaient réorganiser la société selon des schémas idéaux imaginés par leurs auteurs et non suivant les lignes d'évolution réelle.

Le socialisme destourien, quant à lui, loin de vouloir réorganiser la société bourgeoise, se place au contraire d'emblée sur le terrain de cette dernière, qu'il veut consolider en l'expurgant « des éléments qui la révolutionnent ou la dissolvent »<sup>29</sup>. C'est donc là un socialisme typiquement bourgeois ou conservateur.

Mais Harmel n'en a cure.

Le destour se dit socialiste, il le prend au mot.

Ce qui compte pour lui ce n'est pas de critiquer scientifiquement cette idéologie, de montrer sa base de classe et son caractère mystificateur. Non ! La méthode qui consiste à juger un parti, non pas d'après ce qu'il dit de lui-même mais d'après ce qu'il est réellement, c'est pour les révisionnistes une vieilleries marxiste. Aujourd'hui, la nouvelle mode c'est de dire : vous vous dites socialistes ? Chiche ! nous vous croyons, mais vous devez l'être de manière conséquente, etc.

Il faut comme si la non conformité de la doctrine à son appellation provenait non de son caractère de classe, mais d'une

<sup>29</sup> *Manifeste du parti communiste* : socialisme bourgeois et conservateur.

simple carence idéologique d'une erreur de son caractère de classe, mais d'une simple carence idéologique d'une erreur de conception, d'une incapacité à percevoir ce qui est le vrai socialisme.

Il suffit donc que les « communistes » le leur montrent : « surmontez vos faiblesses et vos inconséquences, appuyez-vous résolument sur les ouvriers et les paysans », disent-ils aux « destouriens réformistes », à la « gauche destourienne », « sortez de la confusion et de l'opportunisme, cessez de pratiquer une politique de droite, comprenez qu'il n'est pas possible de suivre une politique de développement sans démocratie ; qu'on ne peut prétendre lutter contre les courants de droite en encourageant l'anti-communisme, rompez avec l'impérialisme, faites une « réforme agraire véritable », etc., etc. Si Harmel critique le régime parce que, d'après lui, « il tente de concilier (!?)... les intérêts des couches exploiteuses et ceux des masses populaires », ce n'est pour montrer le caractère mystificateur de cette prétention et pour dénoncer l'Etat destourien pour ce qu'il est, c'est-à-dire un instrument de domination de la bourgeoisie, c'est au contraire pour l'appeler à être ce qu'il n'est pas, c'est-à-dire un Etat au service des masses populaires. Attitude caractéristique du social-réformiste ignorant allégrement le caractère réel du régime pour s'accrocher à son appellation et la sommer de s'y conformer. Mais, comme l'a dit Lénine : « le bourgeois mange et laisse prêcher l'orateur ».

C'est encore Lénine qui a écrit : « En appeler à la société et à l'Etat, c'est-à-dire aux idéologues et aux politiques de la bourgeoisie, ne peut que désorienter les socialistes, leur faire prendre pour des alliés les pires ennemis du prolétariat, cela ne peut que freiner la lutte des ouvriers pour leur libération au lieu de contribuer à renforcer cette lutte, à l'éclairer, à mieux l'organiser. »<sup>30</sup>

Mais pour Harmel, il ne s'agit pas de lutter contre le régime, mais de le transformer de l'intérieur, en appuyant les éléments qualifiés de progressistes. Le passage au socialisme est subordonné, non à la révolution qui détruira l'Etat bourgeois, mais à des « transformations qualitatives, idéologiques, sociales, politiques » qui consistent, comme nous l'avons vu dans le développement du secteur d'Etat, dans la victoire de la gauche destourienne sur la « droite », dans la transformation de l'idéologie « socialiste » destourienne en socialisme scientifique.

Il ne s'agit donc plus, selon le mot de Marx, d'utiliser contre le régime « la critique par les armes », mais seulement « l'arme de la critique », « les communistes juge(ant) de manière objective ce qui a été réalisé (par le régime), soutenant les aspects positifs en présentant des propositions pour les améliorer et empêcher tout recul de caractère réactionnaire » !

Ainsi poussé par eux et mû par le « courant progressiste » destourien, il s'acheminera sans heurts, sans violence et sans révolution vers le socialisme.

Mais quel est le rôle du prolétariat dans tout cela. Harmel le décrit ainsi, répondant à un contradicteur imaginaire : « certains pourront objecter que, s'il est vrai que ces forces (issues de la petite bourgeoisie (entendez la bourgeoisie dirigiste et plani-

30. *Les Amis du peuple...*, pp. 277-78.

lui d'un supporter encourageant les « forces progressistes » au pouvoir, les poussant à être des socialistes conséquents, leur démontrant par la critique idéologique que le socialisme destourien est insuffisant et qu'il faut se débarrasser de leurs « faiblesses » et « radicaliser » leur idéologie et leur action. Bref, on peut lui appliquer intégralement la critique qu'il fait au Destour de « vouloir réformer les structures mentales plus que les structures sociales ». Il répliquerait sans doute qu'il diffère du destour en ce qu'il veut les unes pour réformer les autres.

Piètre différence pour un marxiste !

En réalité, la seule différence, c'est que Bourguiba veut réformer les structures mentales des ouvriers pour « éliminer les sentiments de vengeance et de jalousie » alors que Harmel veut réformer celles des bourgeois.

### 5) Quel est le rôle du prolétariat ?

Et le prolétariat, dont le P.C.T. se dit le représentant ?

Pas un mot sur son rôle, sur son action, sauf pour dire qu'il cueillera à la « fin du processus révolutionnaire » (grâce à la stratégie géniale de ses « représentants » genre Harmel) le fruit du socialisme qu'aura fait mûrir entre temps « la fraction progressiste de destour », comme on l'a vu plus haut.

N'est-ce pas moins fatigant, moins aléatoire, moins dangereux que la lutte des classes, les « violences qui, prétend (la doctrine officielle) accompagnent toujours les transformations révolutionnaires ».

Mais avant qu'arrive cette époque où les cailles tomberont toutes rôties dans l'assiette du prolétariat, que fera le P.C.T. ?

« Les communistes ne prônent pas une telle politique en se croisant les bras, ils savent que seule la pression des masses populaires est capable de changer le cours des événements et d'imposer une politique nouvelle.

Dans cette perspective, le rôle de l'opposition progressiste est essentiel.

Aussi doit-elle se développer et se renforcer. »

Un point, c'est tout. Avec le passage cité plus haut, ceci constitue la totalité de ce que dit Harmel du rôle du prolétariat et de « son parti » (sic) aussi bien pour le présent que l'avenir.

Comment le P.C.T. conçoit-il son rôle ?

Est-ce d'organiser le prolétariat ? Est-ce de l'éduquer ?, d'éveiller sa conscience de classe ?

Non ? « Les communistes » se contentent « de savoir que seule la pression (la pression ! mais non la lutte : on ne lutte que contre ce qu'on veut abattre !) des masses populaires est capable de changer le cours des événements et d'imposer une politique nouvelle ».

Et après l'avoir su, que font-ils ? Rien !

Dès qu'il s'agit de choses aussi dangereuses que de faire de « l'opposition » et une opposition qui « doit se développer et se renforcer », ce n'est pas aux « communistes » que l'on attribue ce rôle, mais aux « progressistes » !

Pensez donc ! Si le pouvoir allait croire que les « communistes » songaient à se développer et se renforcer !

Sommes-nous en train de calomnier le « parti du prolétariat » (n'est-ce pas là une expression dangereuse et qui pourrait faire croire au pouvoir que le P.C.T. est dangereux lui aussi ? Rassurons-nous : Harmel ne parle du P.C.T. que pour dire qu'il a été dissous et pour demander la levée de son interdiction et quand il parle du « parti du prolétariat », c'est en parlant du rôle des P.C. dans le « tiers-monde » en général) ?

Sommes-nous donc en train de calomnier « l'ex P.C.T. », quand nous disons en appuyant sur l'absence de toute référence de Harmel à la tâche essentielle de tout parti prolétarien, que les révisionnistes tunisiens ont renoncé à cette tâche « qui consiste, selon Lénine, à aider au développement et à l'organisation du mouvement ouvrier... à sa transformation en une lutte cohérente de TOUTE LA CLASSE OUVRIÈRE... contre le régime bourgeois, lutte tendant à exproprier les expropriateurs, à détruire le régime social fondé sur l'oppression du travail »<sup>32</sup>.

Non ! Nous ne calomnions nullement, car non seulement leurs écrits, mais encore leur comportement montrent qu'ils ont renoncé à cette tâche.

Depuis la dissolution du P.C.T. ils ne jugent pas utile (ni surtout prudent) d'organiser le prolétariat ni même de faire de la propagande parmi eux.

Ceci est facile à voir, le P.C.T. a dissous docilement ses cellules, renvoyé chez eux les militants ouvriers qui voulaient continuer à militer dans l'illégalité.

Et surtout, dans toute sa littérature, il s'adresse exclusivement à la « gauche destourienne » au pouvoir. Cela est normal, et résulte inévitablement du reniement effectif du marxisme par les révisionnistes.

A partir du moment où on rejette la nécessité du renversement de l'Etat bourgeois pour arriver au socialisme, on n'a plus besoin de l'agent de ce renversement, le prolétariat, et à partir du moment où on croit que les « transformations » qui amèneront le socialisme viendront de l'intérieur du régime, on doit évidemment se tourner vers celui-ci.

Les révisionnistes « ont tout fait, nous dit Harmel, pour que s'ouvrent entre eux et les éléments progressistes du destour un dialogue fructueux et constructif (on le croit sans peine)... ils n'abandonnent pas leur droit à la critique, mais ils n'ont jamais eu une attitude négative à l'égard de l'effort fourni par le parti au pouvoir ».

Qu'on se le dise donc !

Les révisionnistes tunisiens font de la « critique positive », de « l'opposition démocratique ».

Ce serait les calomnier que de prétendre qu'ils ont « une attitude négative » vis-à-vis du pouvoir bourgeois, c'est-à-dire qu'ils veulent le renverser !

Ce qui conduit Harmel dans son zèle de larbin de la bourgeoisie, à dénoncer au pouvoir les « gauchistes », qui ne font pas de « critique constructive » ni « d'opposition démocratique », mais veulent oh horreur ! renverser le pouvoir bourgeois.

« Les responsables destouriens, se lamente-t-il, essaient en vain de justifier la répression, tente de semer la confusion et ont recours à divers procédés anti-communistes. Ils font tous

32. *Les Amis du peuple...*, p. 244.

leurs efforts dans leur presse pour confondre les communistes tunisiens avec des courants gauchistes, bien que tout le monde sache que les communistes sont les adversaires de toute tendance gauchiste».

Le révisionniste Harmel se démasque ici comme un dénonciateur et un agent de la bourgeoisie.

Car accuser le pouvoir de justifier la répression en confondant les « communistes » à la Harmel (c'est-à-dire les révisionnistes) avec les « gauchistes » (c'est-à-dire les marxistes-léninistes coupables de fidélité aux thèses marxistes sur l'Etat), n'est-ce pas admettre implicitement la répression contre ces « gauchistes » comme légitime? Le pouvoir ne peut qu'être reconnaissant de cette aide que lui apportent les révisionnistes-dénonciateurs.

Quant à confondre les « communistes » à la Harmel avec les marxistes-léninistes conséquents, il suffit de voir le traitement respectif réservé aux uns et aux autres par le pouvoir<sup>33</sup> pour voir que celui-ci fait la distinction entre ses vrais ennemis et ses agents au sein du mouvement ouvrier.

Les révisionnistes qui se sont toujours dérobés à la lutte idéologique parce qu'ils savent qu'elle les démasquerait, préférèrent la dénonciation pour se blanchir aux yeux du pouvoir<sup>34</sup> « M'sieur, c'est pas moi, c'est le méchant gauchiste qu'il faut punir! » « Moi, je n'ai jamais eu une attitude négative à votre égard, je ne fais que de la critique constructive et de l'opposition démocratique! »

Quant à nous, nous savons que le rôle d'un parti prolétarien n'est pas de faire de la critique constructive pour raïstoler le régime d'exploitation et lui permettre de durer. Nous ne faisons pas de critique constructive (du point de vue du régime) mais nous nous employons à le dénoncer à expliquer au prolétariat et aux masses exploitées sa nature irrémédiablement exploiteuse, à montrer le caractère inconciliable de son antagonisme avec le prolétariat et donc nous appelons et nous travaillons au renversement du régime de la bourgeoisie exploiteuse et à son remplacement par un pouvoir prolétarien appuyé sur toutes les classes révolutionnaires.

33. Voir notre brochure n° 4 : *A la lumière du procès...*

34. Comme l'ont fait aussi les opportunistes qui avaient refusé d'exposer leurs divergences avec la ligne du Groupe au sein de celui-ci, mais qui l'ont complaisamment fait devant la « justice » bourgeoise (voilà un cadre bien plus adéquat, n'est-ce pas?) pour sauver leur peau...

## Table

Avant-propos .....	2
Le révisionniste Harmel et « la voie tunisienne vers le socialisme » .....	3
<i>Les déformations opportunistes des thèses marxistes sur l'Etat</i> .....	4
<i>Qu'est-ce qui détermine le caractère de l'Etat ?</i> .....	6
<i>Du mouvement de libération nationale à l'Etat tunisien</i> ..	8
<i>La politique du régime vise à la promotion du capitalisme</i> ..	9
1) La désagrégation de la petite bourgeoisie .....	9
2) L'Etat sert les intérêts de la bourgeoisie du secteur privé .....	11
3) L'alliance de la bourgeoisie bureaucratique et de la bourgeoisie du secteur privé .....	14
<i>Aspects positifs et aspects négatifs</i> .....	16
1) La construction de l'Etat au profit de qui ? .....	16
2) Le secteur économique d'Etat est un secteur capitaliste .....	18
<i>La « voie non-capitaliste »</i> .....	21
<i>Le révisionnisme contre la révolution</i> .....	26
1) Le socialisme sans douleur : le social-réformisme ....	26
2) La petite bourgeoisie et le socialisme .....	27
3) Le socialisme bourgeois, transition vers le socialisme scientifique .....	30
4) Le passage du capitalisme au socialisme .....	34
5) Quel est le rôle du prolétariat ? .....	36

**A**CHEVÉ D'IMPRIMER  
EN NOVEMBRE 1970 SUR LES PRESSES  
DE L'IMPRIMERIE CH. CORLET, 22-26, RUE  
DE VIRE, A 14-CONDÉ-SUR-NOIREAU  
DÉPÔT LÉGAL : 4<sup>e</sup> TRIMESTRE 1970  
N° IMPRIMEUR : 8417. N° ÉDITEUR : 395  
PREMIER TIRAGE : 3.000 EXEMPLAIRES

Faint, illegible text, likely bleed-through from the reverse side of the page.

**François Maspero, éditeur  
1, place Paul-Painlevé, Paris-V\***

**3,00 F**